



**DECISION DU MAIRE  
CONCERNANT UNE DECLARATION D'INTENTION  
D'ALIENER UN IMMEUBLE**

Le Maire de la Commune de PIOLENC,  
Vu le Code général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de l'urbanisme,  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 mai 2020 portant délégation à M. le Maire en matière d'exercice du droit de préemption.

Vu la déclaration d'intention d'aliéner un immeuble sous forme de vente situé à l'intérieur du périmètre de la zone urbaine soumise au droit de préemption urbain « avenue de Provence »

Lieu dit : Piolenc

Section : AX-0007

Superficie : 6905 m<sup>2</sup>

N° 117 En date du : -

Sollicitée par : Tribunal judiciaire Carpentras - juge de l'exécution (Notaire) pour la SCI CHEVREFEUILLES représentée par M. Joel JOUVE (fiche annexe)

**Dossier n° 117**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La Commune de Piolenc, renonce à l'exercice du droit de préemption sur l'immeuble sus-désigné conformément aux articles L.211.7 et R.211.20 du Code de l'urbanisme.

**Article 2<sup>ème</sup>** : L'aliénation de l'immeuble peut être réalisée librement dans les conditions envisagées dans la déclaration d'intention d'aliéner.

**Article 3<sup>ème</sup>** : Toute modification à cette déclaration obligerait le signataire à en déposer une nouvelle.

**Article 4<sup>ème</sup>** : L'ampliation de la présente décision sera adressée à Madame la Préfète du département de Vaucluse pour information.

**Article 5<sup>ème</sup>** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à PIOLENC (Vaucluse), le 10 août 2023.

Le Maire,



**Louis DRIEY**

